

Le faux-semblant du Parlement européen sur “les minerais du sang”

• Les eurodéputés vont voter la réglementation sur la traçabilité des minerais de conflit.

• Le texte risque, selon la gauche et Louis Michel, d’être insuffisamment contraignant.

• En RDCongo, surtout, ces minerais financent des groupes armés. Mais leur extraction a aussi un impact social et environnemental.

Principaux lieux d'extraction du tungstène, de l'étain, du tantale et de l'or

- **Tungstène**
 - Outils de coupe grâce à sa résistance à l'usure
 - Vibreur de GSM grâce à sa densité
- **Etain**
 - Secteur des soudures (faible température de fusion)
 - Boîtes de conserves
 - Ecrans d'ordinateur et de GSM
- **Tantale**
 - Industrie électronique pour les "capacités" (composants majeurs des appareils électroniques)
 - Dans l'acier
- ▲ **Or**
 - Dans l'électronique comme conducteur
 - Valeur refuge et bijouterie



Le Parlement veut de la transparence, mais pas trop...

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

Nous sommes tous contre les conflits armés." Cette phrase de l'eurodéputé italien Salvatore Cicu (Parti populaire européen, PPE centre-droit) a sonné comme une évidence mardi matin, à Strasbourg, lors du débat consacré aux "minerais de sang" au Parlement européen. Cette belle unanimité n'a cependant pas empêché la discussion de tourner au dialogue de sourds...

Certes, on sait désormais que nos smartphones et ordinateurs recèlent des minerais (lire ci-dessous) dont l'extraction finance des conflits armés d'une extrême violence en Afrique. La politique de l'autruche a vécu et tout le monde dans l'hémicycle convient qu'il faut empêcher ça en instaurant une traçabilité de la chaîne d'approvisionnement et de transformation en étain, tantale, tungstène et or dont l'exploitation est un enjeu majeur en zones de conflit. C'est quand il s'agit de définir les modalités de cette traçabilité que rien ne va plus.

Elle doit être facultative pour l'essentiel de la chaîne selon le PPE, l'Alliance des libéraux et démocrates, les Conservateurs et Réformistes, les europhobes et l'extrême droite qui avancent un double argument : ne pas imposer de charges insupportables aux entreprises européennes et ne pas prendre le risque de déstabiliser brutalement l'équilibre économique des régions concernées.

Michel pour une "transparence modulée"

A l'inverse, les sociaux-démocrates, les Verts et la Gauche unitaire européenne se battent pour une traçabilité égale et contraignante du début à la fin de la chaîne d'approvisionnement et de transformation. "Nous voulons un règlement ambitieux immédiat", tonne la socialiste belge Marie Arena. Tout aussi déterminé, le libéral Louis Michel avance à contre-courant de la majorité de son groupe mais sans s'aligner sur la ligne de la gauche. A la veille du vote de ce mercredi, il n'avait pas renoncé à

rallier un maximum de ses collègues à "son" amendement. "Le texte actuel ne prévoit de procédure obligatoire que pour 1 % des entreprises européennes concernées. C'est risible! Je me bats pour que toutes soient obligées de faire

1%

C'est le nombre d'entreprises européennes qui seraient concernées par la procédure de transparence obligatoire, si le texte reste en l'état.

preuve de transparence mais de façon modulée. Pour les entreprises en fin de chaîne, il s'agirait juste de préciser le nom de leur fournisseur. Qu'on ne vienne pas me dire que c'est une charge de travail excessive! Il faut une obligation à chaque étape, sinon ce sera la porte ouverte à l'approvisionnement illégal et dans trois ans, au moment de l'évaluation du règlement, on dira "Ça ne marche pas" et on arrêtera tout."

D'ici là, le vote aura donné l'inflexion du Parlement. La ligne "souple" de la droite tient la corde, la ligne "dure" de la gauche n'a guère de chance. Reste à voir quels amendements franchiront la barre. Au sein même du PPE, en effet, des voix dissidentes se sont font entendre. Dont celle du Belge Claude Rolin ou de la Slovaque Anna Zaborska.

Dans ou autour des mines : racket, accident, pollution

Or, étain, tantale, tungstène... Visés par le projet de règlement européen concernant leur commerce (lire ci-dessus), ces quatre minerais sont pour la plupart indispensables à notre univers moderne : extraits du sous-sol à l'autre bout du monde, ils termineront leur course, en guise de conducteur ou de composants majeurs de nos appareils électroniques : GSM, ordinateur, mais aussi dans la voiture ou l'électroménager. L'utilisateur, lui, est parfaitement inconscient de l'origine de ces matières premières et du contexte de leur extraction.

C'est en partie ce que la proposition législative de la Commission européenne – sur laquelle doit se prononcer le Parlement européen, ce mercredi – veut changer. Elle vise surtout la République démocratique du Congo (RDC), terre de conflit et où l'on trouve ces minerais. "A l'est du Congo, le commerce illégal de minerais par des groupes armés rebelles contribue depuis plus de quinze ans à intensifier et prolonger les conflits. Mutilations, massacres, viols, déplacements sont subis par les populations locales qui sont sous l'emprise de chefs de guerre locaux avides de profiter des bénéfices issus de la vente de ces ressources", dénonce l'ASBL Commission Justice et Paix.

Impôts aux exploitants ou racket des mineurs

En clair, poursuit Nicolas Van Nuffel du CNCND-11.11.11, les groupes armés légaux et illégaux contrôlent l'exploitation de ces mines "artisanales", font payer un droit d'entrée aux villageois qui "creusent" les mines armées de pelles et pioches, ou encore lèvent des "impôts" auprès des exploitants. "Les minerais ne créent donc pas les conflits. Les factions ne se disputent pas à cause de ces minerais, mais ceux-ci donnent des ressources financières aux conflits", souligne l'ingénieur Eric Pirard, spécialiste des ressources minières et professeur à l'Université de Liège (ULg). Qui assure : "Les ONG ont fait un lien excessif de cause à effet entre acheter un GSM et entretenir un conflit ou même un génocide en RDC. C'est plus complexe que cela. En fait, il y a aussi du tantale dans l'ABS de votre voiture mais c'est moins parlant! Et si l'on regarde les quatre minerais concernés par la loi, la RDC est très loin d'être un acteur mondial majeur." Exception faite du tantale, mais il s'agit, selon l'expert, d'une situation transitoire : "Depuis la crise en 2008, les mines en Australie et au Canada ont arrêté leur exploitation, car les coûts de revient étaient trop élevés. En RDC, l'exploitation est facile, elle a donc pris la relève. Mais tout cela n'est pas une raison pour qu'on ne se



TOBY BINDER/ANZENBERGER REPORTERS

CONGO (SUD-KIVU)

Un "creuseur" dans une mine artisanale du Sud-Kivu, au Congo. Cette région de l'est de la RDC compte 925 sites de ce type.



GLUOT/GAMMA

PÉROU

Portrait d'un mineur dans une mine d'or équitable, le 28 mai 2012.

préoccupe pas de l'origine des matières premières. Cela faciliterait le recyclage et ça permettrait de mieux soutenir les entreprises minières qui sont respectueuses de l'environnement et de l'environnement social. Car il y a des multinationales qui font un travail remarquable dans ce domaine."

Rivière polluée et sécurité absente

Outre les conflits qui sont les seuls visés par la réglementation, il ne faudrait pas oublier le contexte environnemental et social de l'exploitation minière. "Le cuivre, le zinc, le plomb se trouvent sous forme de sulfures dans les minerais. Leur exposition à l'air peut avoir un impact négatif sur l'environnement. Et, l'extraction de l'or, quand il n'est pas le fait d'orpailleur comme souvent au Congo, implique l'utilisation de cyanure, ce qui nécessite une bonne maîtrise technologique", souligne Eric Pirard. Au Burkina Faso (lire p. 18), Terre des Hommes dénonce cet usage et le travail des enfants dans les mines d'or. D'autres organisations soulignent les impacts de ces mines sur l'écosystème. "Par exemple dans la région des mines d'or de Cajamarca, exploitée par des multinationales au Pérou, nous avons mesuré dans la rivière un taux de mercure à 150 % des normes autorisées, témoigne Santiago Fischer, de Commission Justice et Paix. Les habitants n'y pêchent plus, les animaux qui y boivent tombent malades. Il a fallu apprendre aux enfants à ne plus boire l'eau de la rivière..."

Et dans les mines "artisanales" en Afrique centrale, Amérique du Sud ou Chine, c'est la sécurité des mineurs qui pose problème : pas de machines pour consolider l'intérieur de la mine, pour pomper l'eau... "Les minerais de conflit, c'est un premier pas, pour dire que cela ne vient pas d'une mine susceptible d'alimenter un conflit, note Nicolas Van Nuffel. Notre combat de long terme, ce serait de prendre en compte les conditions sociales et le respect de l'environnement. Que les multinationales qui veulent vendre des produits en Europe respectent ces conditions de production." Enfin, il y a aussi le reste des minerais : nickel, aluminium, cobalt, silicium... "Le choix des quatre minerais par l'Europe est purement émotionnel, estime Eric Pirard, et n'est lié qu'à la situation au Kivu. En fait, il faudrait ne rien faire ou tracer tous les minerais! Mais à part le diamant qui reste intact, la traçabilité des minerais est presque impossible, car ils sont très transformés. Il y a des flux très compliqués. La traçabilité, ce serait très lourd administrativement, et très complexe. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas essayer!"

Sophie Devillers



Les enfants représentent un tiers des orpailleurs au Burkina Faso. Peu, voire pas payés, ils sont "appréciés" pour leur agilité et leur flexibilité. L'Unicef parle de "pires formes de travail".

Au Burkina, l'eldorado se transforme en cauchemar pour les enfants

■ Près de 700 000 enfants travaillent dans les mines d'or au Burkina Faso. Les conditions sont extrêmement difficiles.

Reportage Raphaël Meulders
A Nobsin-Zorkho (Burkina Faso)

Hamidou, 14 ans, lampe de poche attaché sur son front et pioche à la main, relève doucement la tête. A ses pieds, un trou de 25 mètres de profondeur. A ses côtés, une bâche qui protège tant bien que mal ses compagnons de la chaleur étouffante. Nous sommes à Nobsin, à une centaine de kilomètres à l'est de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Ici les trous fleurissent, autant que les candidats orpailleurs arrivent. Plus de 3 000 familles se sont installées ces derniers mois dans ce lieu désertique. La fièvre de l'or est passée par là, emportant avec elles des milliers d'enfants, comme Hamidou, qui a quitté son village natal avec sa mère et ses deux frères.

Eboulements et accidents mortels

L'adolescent est "creuseur". Son rôle: extraire un maximum de roche, en priant pour qu'une pépite d'or se retrouve à l'intérieur. "On peut difficilement lutter contre cet attrait de l'or", explique David Kerespars, représentant de Terres des Hommes au Burkina Faso. "Il suffit qu'un individu gagne beaucoup d'argent pour que des milliers d'autres arrivent. Mais en réalité c'est comme la loterie, il y a très peu de gagnants et beaucoup de perdants".

Et parmi ces perdants, on retrouve surtout les enfants,

qui seraient, d'après les autorités burkinabées, plus de 700 000 actifs dans les mines du pays. "L'exploitation aurifère existe depuis très longtemps au Burkina Faso, mais elle a connu un boom phénoménal depuis 2008 avec l'explosion des prix de l'or sur les marchés internationaux", poursuit M. Kerespars. Le pays en tire d'ailleurs son premier revenu à l'exportation. Et dans cette quête de l'or, les petites mains sont fort appréciées. "Vu leur petite taille, les enfants se faufilent plus facilement dans les boyaux des mines. C'est aussi une main-d'œuvre bon marché et très flexible."

D'après l'Unicef, ces enfants, privés de soins de santé, d'éducation et bien souvent exploités par des adultes "ne faisant pas partie de leur famille", sont victimes des "pires formes de travail". Dans un bon jour, un enfant gagne ainsi entre 5 000 et 10 000 francs CFA (entre 7,5 et 15 euros), mais bien souvent il ne gagne rien du tout pour 10 heures de travail sous un soleil harassant. Un enfant sur quatre est aussi victime d'accidents sur son lieu de travail. "On a surtout peur des éboulements", souffle Hamidou, "mais cela n'arrive pas si souvent." Le sujet semble "tabou" sur le site. Nous apprendrons, par après, que plusieurs accidents mortels ont eu lieu ces derniers mois à Nobsin.

Produits nocifs pour tous

Sur ce site clandestin, les enfants sont présents dans toute la chaîne d'exploitation de l'or: du broyage au traitement chimique du minerai en passant par le concassage. Et aucun rôle n'est vraiment enviable. Les orpailleurs utilisent du mercure ou du cyanure, deux substances extrêmement toxiques pour repérer le métal précieux au sein du minerai. Les conséquences sont désastreuses pour l'ensemble de la population. "Nous tentons de sauver les enfants en bas âge en les éloignant le plus

possible du site", explique Aboudoumouni Keere, de Terre des Hommes. L'ONG a ainsi construit une garderie accueillant 55 enfants de 2 à 6 ans à bonne distance des mines et de ses émanations chimiques. Le but est aussi de pousser les enfants vers l'école. Terre des Hommes a ainsi déjà réussi à sortir 6 500 enfants de l'enfer des mines au Burkina Faso. "Mais pour dix enfants que nous sortons, il y en a dix qui reviennent", poursuit M. Keere.

Un bidonville rongé par la drogue, l'alcool et la prostitution

Si l'or brille, il a aussi son côté obscur. Les dangers ne se retrouvent pas que dans les mines à Nobsin, bidonville rongé par la drogue, l'alcool et la prostitution. Au milieu de ce brouhaha, François reste impassible. C'est lui qui a la lourde tâche de peser les pépites découvertes par ses camarades. La récolte est maigre aujourd'hui: la pépite pèse deux brindilles, soit moins de 0,2 grammes, revendu 4 000 francs CFA (moins de 7 euros) en ville. "Parfois nous arrivons à extraire 8 grammes par jour", explique-t-il.

L'eldorado est loin, mais il existe pour quelques adolescents à Nobsin. Un grand gaillard, en costume cravate et au volant d'une 4X4 rutilante, nous explique être propriétaire de plusieurs "trous". Lui ne travaille pas, il vient contrôler "ses hommes" et récupérer "ses pépites". Un autre propriétaire sera plus agressif en nous sommant de quitter les lieux. "Pour l'instant, les Occidentaux ne sont pas bien vus ici", explique M. Keere. "Une grande société canadienne, Orezone, a acheté ce site de 10 km sur 10 et tout le village va devoir déguerpir." C'est le cycle classique de l'or au Burkina Faso. "Les industriels, qui effectuent des études de faisabilité, mettent plusieurs années entre le repérage et l'installation effective sur un site aurifère", explique M. Kerespars. "Pendant ce temps, les orpailleurs artisanaux s'y installent clandestinement." Et temporairement. Hamoudi le sait: les entreprises internationales utilisent "très peu" de main-d'œuvre locale. L'heure d'un nouvel exode approche donc pour l'adolescent et sa famille.

